



**ENGAGÉES
AU QUOTIDIEN**

Déclaration FSU CDEN 10 novembre 2023

Madame la Vice-Présidente, Monsieur le Directeur académique, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Ce CDEN se tient quatre semaines après l'attentat terroriste d'Arras et l'assassinat de notre collègue Dominique Bernard. Toutes nos pensées vont à ses proches, au professeur d'EPS et aux deux agents de la Région grièvement blessés. Nous adressons également tout notre soutien à l'ensemble de la communauté éducative de la cité scolaire Gambetta-Carnot, meurtrie par ce drame.

Comme il y a 3 ans, après l'assassinat de Samuel Paty, professeur d'histoire-géographie tué parce qu'il exerçait son métier, de nombreuses personnalités politiques se sont empressées d'exprimer leur soutien à la communauté éducative et de réaffirmer, valoriser l'école comme un rempart contre l'obscurantisme. Il ne suffit pas de convoquer l'idéal de l'École de la République et faire de grandes déclarations à l'attention des personnels à chaque drame. C'est même particulièrement insupportable quand ces bonnes intentions ne sont pas suivies d'actes pour renforcer l'école en lui donnant les moyens de fonctionner pour, entre autres, réduire les inégalités et améliorer les conditions d'exercice des personnels. L'institution ne peut se contenter de mots pendant quelques jours lorsqu'un de ses personnels est assassiné, la FSU exige des actes et un réel soutien au quotidien. Améliorer la sécurisation des établissements scolaires sans accroître le nombre de personnel et sans une autre politique éducative sera insuffisant.

Quelle hypocrisie de se positionner en « défenseur » de l'école, ou comme soutien aux personnels, et de faire voter parallèlement un projet de budget où sont prévues 2500 suppressions d'emplois pour la prochaine rentrée, dont 1331 postes d'enseignants dans les écoles publiques et 680 dans les établissements publics du second degré. Des suppressions qui s'ajouteront aux 8381 postes supprimés depuis 2017 rien que dans le second degré alors même que les effectifs ont augmenté et qu'une pandémie a impacté fortement les conditions d'apprentissage des élèves pendant plus d'un an.

Quelle hypocrisie de parler de culture générale et de vouloir tout recentrer sur les savoirs fondamentaux, alors même que l'ensemble des disciplines participent de cette culture générale et à l'émancipation des jeunes, et qu'en janvier, du jour au lendemain, le ministre a supprimé l'enseignement de la Technologie en 6ème.

Oui, les équipes éducatives sont bien confrontées à d'innombrables problèmes, à l'image des inégalités et des tensions qui montent dans la société, mais les réponses éducatives exigent du temps et des moyens pour répondre aux besoins des élèves. L'École ne peut pas tout, mais pour lui permettre de remplir tout son rôle, elle a besoin de plus d'adultes dans les établissements, plus de personnels en vie scolaire, plus de personnels médico-sociaux... Elle a besoin de personnels formés en nombre suffisant mais sûrement pas de plans de communication pour masquer des choix et des politiques qui affaiblissent le service public d'éducation d'année en année.

Ce CDEN va faire le bilan de l'année 2022 / 2023 et présenter les orientations pour la rentrée 2024. Beaucoup de chiffres vont nous être présentés ce matin. La FSU en rappelle quelques-uns également.

Si les effectifs baissent dans les collèges du département depuis 2020, ces derniers étaient en hausse depuis 2016, ce qui n'a pas empêché des réductions de moyens et de nombreuses suppressions de postes provoquant une augmentation du nombre d'élèves par classe, notamment dans les collèges du Nord. Pour rappel, depuis 2017, c'est au total plus de 3150 HP qui ont été supprimées dans les 201 collèges du nord, ce qui représente l'équivalent de 175 postes, pour environ 1400 élèves de moins. Ce sont les collèges accueillant les publics les plus en difficultés qui ont été davantage touchés puisque le H/E moyen de ces établissements était de 1,64 en 2016, il est à 1,54 cette année, après être descendu à 1,51 en 2021. Au niveau national, cet indicateur est également en baisse et les effectifs moyens par classe, hors inclusion, ont augmenté dans tous les collèges. Rappelons, qu'en Europe, c'est la France qui détient le palmarès des classes les plus chargées, au primaire et au collège, avec respectivement, 21 et 26 élèves par classe en moyenne alors que pour les 22 pays de l'UE membres de l'OCDE, il y a en moyenne 19 élèves par classe à l'école élémentaire et 21 élèves au collège. A l'heure, où l'administration et le ministre nous invoquent la baisse démographique pour justifier des suppressions de postes, il serait opportun pour l'institution de profiter de cette situation pour entamer enfin la baisse des effectifs d'élèves dans les classes plutôt que de chercher à les maintenir au niveau où ils sont, voire de les accroître encore. La FSU vous demande, Monsieur le Directeur Académique, d'agir en ce sens pour la préparation de la rentrée 2024, en baissant les seuils d'effectifs par classe pour toutes les catégories d'établissements et en y incluant les effectifs des élèves en ULIS. En effet, alors que le nombre d'élèves en ULIS continue d'augmenter, il est totalement incompréhensible pour les enseignants que ces élèves ne soient pas comptabilisés dans les effectifs des classes lors des préparations de rentrée. La FSU renouvelle donc sa demande de comptabilisation des effectifs ULIS dans les effectifs des établissements et des classes. L'inclusion des élèves à besoins particuliers s'organise dans avec des conditions qui ne sont pas satisfaisantes. De nombreux collègues sont en souffrance, quand ce ne sont pas les élèves qui le sont également, faute de moyens d'accompagnement suffisants et d'effectifs trop élevés dans les classes.

Lors de cette instance, nous aurons le bilan de l'année scolaire 2022-2023, ainsi que les perspectives pour 2023-2024. Dans le domaine de la scolarisation des élèves en situation de handicap permettez-nous, pour la FSU, de rappeler les difficultés rencontrées par les familles pour obtenir l'affectation correspondante aux besoins des enfants(élèves sans affectation en ULIS collège, Ulis écoles à 13 ou 14, augmentation des AESH mutualisées au détriment de AESH individuelles, ...) et combien d'élèves qui partent en Belgique

Nous voyons bien que le parcours inclusif est semé d'embûches pour les élèves et leurs familles. Trop souvent encore la profession reste démunie face à la complexité des situations par manque de formation et d'information.

Si nous prenons par exemple la mise en œuvre des dispositifs relevant du plan autisme, rien n'est transparent, rien n'est expliqué. Nous n'avons eu aucune information définitivelors des dernières instances de la carte scolaire. Puis à partir de mai, des bruits ont couru sur l'ouverture de 5 ou 6 UEE austisme sans connaitre leurs implantations. À ce jour aucune information ni appel à candidature pour ces postes ne sont parus. Enfin nous ne savons toujours pas si ces dispositifs sont fonctionnels ou pas.

Pour terminer cette déclaration, la FSU signale, à Madame la Vice-Présidente du conseil départemental, et aux membres du CDEN, que dans de nombreux collèges du département, les cours ont repris ce lundi dans des salles non chauffées, avec des températures à peine supérieures à 10 degrés. Depuis, la situation s'est améliorée mais nous avons encore des remontées d'établissements faisant état de problèmes de chauffage persistants : au Collège Van Der Meersch de Roubaix, au Collège Demailly de Seclin, au Collège Paul Duez de Cambrai notamment. Nous vous alertons, madame la Vice-Présidente, sur la non remise en route des systèmes de chauffage à cette rentrée et sur les conditions inacceptables dans lesquels ont dû travailler ou travaillent encore des élèves et des personnels. Même si ce fait peut paraître « futile » face à au terrible événement qu'a vécu la communauté éducative le 13 octobre, il témoigne aussi du manque de respect et du mépris que ressentent les personnels pour leur travail.

Je vous remercie pour votre attention.